



Aide financière non remboursable et garanties de crédit en faveur de la Croatie

Vu la proposition du DFEP du - 2 SEP. 1992

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé

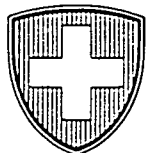
1. L'engagement de 40'000'000 frs pour des garanties de crédit en faveur de la Croatie est approuvé aux conditions définies dans la proposition.
2. L'engagement proposé est imputé au crédit de programme pour la poursuite de la coopération renforcée avec les pays d'Europe centrale et orientale (AF du 28 janvier 1992) et les déboursements mis à la charge de la rubrique 703.3600.250 du budget de l'OFAEE.
4. La Chancellerie fédérale est chargée de délivrer les pouvoirs.

Pour extrait conforme:

Blaise Michel

| Protokollauszug an: | | | | |
|---|------|----------|------|-------|
| <input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage | | | | |
| z.V. | z.K. | Dep. | Anz. | Akten |
| | X | EDA | 10 | - |
| | | EDI | | |
| | | EJPD | | |
| | | EMD | | |
| | X | EFD | 7 | - |
| X | | EVD | 16 | - |
| | | EVED | | |
| | X | BK | 1 | - |
| | X | EFK | 2 | - |
| | X | Fin.Del. | 2 | - |





EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA
 DEPARTAMENT FEDERAL DA L'ECONOMIA PUBLICA

2310.1

Berne, le 2 septembre 1992

Au Conseil fédéral

Octroi de garanties de crédit pour des exportations vers la Croatie

1. Objet de la proposition

Par cette proposition, nous vous prions d'approuver l'engagement d'un montant de 40 mio frs pour des garanties de crédit destinées à la couverture de crédits commerciaux pour des exportations vers la Croatie, en remplacement de la GRE non disponible.

Cette mesure sera mise au compte du second crédit de programme pour la poursuite de la coopération renforcée avec les pays d'Europe centrale et orientale.

La mise en oeuvre de la mesures proposée s'appuie sur l'ordonnance du 6 mai 1992 sur la poursuite de la coopération renforcée avec les pays d'Europe centrale et orientale et sur l'ordonnance du 15 janvier 1969 (modifiée le 5 avril 1989) sur la Garantie contre les risques à l'exportation.

2. Situation politique et économique en Croatie

La Croatie est indépendante depuis le mois de juin 1991 et n'a cessé depuis d'être en situation de conflit armé. La situation politique intérieure est pour l'heure relativement stable mais la persistance du conflit ne saurait manquer d'avoir à terme des conséquences sur le climat social. L'occupation par les forces serbes d'un tiers du territoire national a en effet lancé sur les routes de nombreux Croates qui cherchent refuge auprès de leurs compatriotes des zones restées sous contrôle du nouvel état. La guerre en Bosnie et en Herzégovine a très largement aggravé ce problème. Si la Croatie peut compter sur la solidarité de certains de ses voisins, il n'en reste pas moins que 650'000 réfugiés et personnes déplacées sont aujourd'hui à la charge d'un état croate par ailleurs submergé par les coûts matériels de la guerre. Le déploiement des forces des Nations unies (FORPRONU) et le retour chez eux des réfugiés croates sont aujourd'hui plus que jamais nécessaires à la stabilité de ce pays. Les risques d'une reprise des hostilités en Croatie ne sont pas à exclure. De surcroît, le rôle de la Croatie dans le conflit qui se déroule en Bosnie-Herzégovine est difficile à apprécier.

La Croatie a constitué jusqu'en 1990 l'un des piliers de l'économie yougoslave, elle contribuait à raison de 25% au produit intérieur brut. Elle réalisait 23% des exportations yougoslaves et 21% des importations avec 21% de la population. La Croatie ne peut plus compter sur le marché yougoslave. Les relations avec la Slovénie se sont maintenues mais les marchés serbe et bosniaque autrefois très importants sont complètement fermés. Autre conséquence grave de la guerre, les investissements étrangers, importants en 1990, ont subi un grave recul.

La plupart des secteurs d'activité industrielle ont subi de très graves dommages pendant les combats de 1991. Seul un tiers de la capacité de production d'énergie est encore opérationnel et une grande partie du réseau de chemins de fer a été détruit. L'une des ressources majeures du pays, le tourisme a quasiment disparu. Les dommages directs sont estimés à plus de 20 mia \$. Il faut y ajouter l'expropriation des entreprises croates en Serbie et au Montenegro ainsi que les déprédations sur les biens croates en Bosnie.

Dans ces conditions, l'engagement de l'aide financière suisse sous forme de garanties de crédit peut d'une part aider à la résolution de problèmes urgents liés à la création d'un appareil de production de nature à améliorer la compétitivité et d'autre part à l'établissement d'une infrastructure plus favorable aux investissements. L'engagement en faveur de la Croatie de l'assistance bilatérale suisse aux pays d'Europe centrale et orientale est d'autant plus justifié que le fonds de développement prévu en 1990 par l'AELE en faveur de la Yougoslavie n'a jamais pu être utilisé. L'Autriche n'a en effet jamais ratifié l'accord prévoyant sa création et la désagrégation de l'état yougoslave n'a pas permis sa mise en oeuvre.

Le rapport de la mission effectuée du 10 au 13 juin 1992 par notre Office en Croatie figure en annexe à cette proposition.

3. Garanties de crédit

Depuis la déclaration de l'indépendance croate et la guerre de 1991, le pays a rompu tous ses liens organiques avec l'ancienne Yougoslavie. La situation économique a de plus souffert directement des destructions occasionnées par le conflit armé et du ralentissement de l'activité économique. Il n'a donc plus été possible à la Croatie d'accéder à des crédits commerciaux pour l'acquisition de biens et de services sur le marché suisse puisque ces crédits ne pouvaient plus être couverts par la GRE au titre de ses activités en Yougoslavie. La situation intérieure actuelle de la Croatie empêche tout autant la réouverture de la GRE et les perspectives à court terme ne sont guère favorables.

Nous devons par conséquent utiliser le crédit de programme en faveur des pays d'Europe centrale et orientale afin de substituer à la GRE un instrument similaire à celui développé depuis 1990 en Pologne. Nous vous proposons de consacrer 40 mio frs à l'octroi de telles garanties pour des exportations vers la Croatie.

Au cours de l'année 1990 qui a précédé le début de la guerre, les exportations suisses vers la Yougoslavie se montaient à plus de 500 mio frs. En considérant que la Croatie réalisait 20% des importations globales yougoslaves, on peut estimer faute d'autres références les exportations suisses vers la Croatie à environ 100 mio frs. A l'image de ce qui a été entrepris en Pologne, nous avons calculé que la somme à réserver pour les garanties de crédit devrait représenter environ 33% de ce volume. Nous pouvons donc estimer le besoin de garantie à environ 30 mio frs. Nous avons cependant considéré que, devant la masse des investissements nécessaires, il était opportun d'augmenter ce montant. Comme la GRE a par ailleurs rétabli ses activités à court terme en Slovénie, la somme de 10 mio frs initialement prévue à cet effet pour

ce pays peut être réaffectée à d'autres engagements. Nous proposons par conséquent de réserver 40 mio frs pour les garanties de crédit en faveur de la Croatie.

Les garanties de crédits commerciaux doivent permettre à la Croatie d'acquérir en Suisse des biens d'investissement prioritaires aux conditions du marché. Seront considérées en priorité les fournitures de biens et services destinées à des entreprises du secteur privé, à des joint-ventures ainsi que les livraisons de nature à améliorer la capacité d'exportation de l'industrie croate et à contribuer à l'amélioration de la situation de l'environnement. Les exportateurs suisses devront fournir les informations nécessaires à l'appréciation des demandes de garantie. Un accord d'État à État avec la Croatie ne sera pas nécessaire. Le Bureau de la garantie contre les risques à l'exportation (GRE) est responsable de la mise en oeuvre administrative de l'octroi des garanties. Les exportateurs sont par conséquent soumis aux dispositions légales relatives à la GRE. La GRE tiendra une comptabilité séparée pour ces garanties. Les sinistres éventuels seront mis à la charge du crédit de programme. Les recettes des primes sont portées en diminution du montant des pertes éventuelles. Les primes serviront aussi à la rétribution des services de la GRE. Les sommes de garantie libérées par le remboursement des crédits à l'exportation seront réaffectées à de nouveaux projets.

4. Aide financière non remboursable

Comme nous l'avons mentionné plus haut, se conjuguent en Croatie, les effets de la transition de l'économie de marché et ceux d'un conflit armé majeur. Les infrastructures du pays sont largement détruites ou obsolètes. Les dommages directement liés au conflit représentent selon certaines estimations 20 mia \$. Des investissements colossaux seront nécessaires à la reconstruction des infrastructures de base dans les zones directement touchées par le conflit.

Les coûts liés à la reconstruction et à l'amélioration des infrastructures ainsi qu'à la préservation de l'environnement, facteurs de dépenses considérables, devront bénéficier à terme d'un soutien financier extérieur car ils ne sont que difficilement réalisables sur une base commerciale. Une aide financière non remboursable pourra permettre de répondre ponctuellement à des besoins de ce type et d'alléger la charge financière pesant sur l'état croate en prenant en charge certains projets dans les domaines de l'énergie, des transports, des communications, de la santé ou de la protection de l'environnement.

Les incertitudes pesant sur le rôle joué par la Croatie dans le drame de l'ancienne Yougoslavie nous conduisent cependant à ne pas envisager à court terme l'engagement de l'aide financière suisse. Si la situation politique devait se stabiliser et permettre notamment le démarrage de programmes de reconstruction dans les territoires aujourd'hui encore hors du contrôle des autorités croates, nous pourrions envisager une aide financière non remboursable. Les prochains mois seront à cet égard décisifs.

5. Coordination internationale

Les mesures proposées s'inscrivent dans le cadre des efforts internationaux consentis en faveur des pays d'Europe centrale et orientale. La coordination des mesures bilatérales des différents pays de l'OCDE fait l'objet de consultations régulières des pays du G-24 au nombre desquels compte la Suisse. Un accord tacite entre les pays de l'OCDE prévoit que l'aide financière aux pays d'Europe centrale et orientale prendra la forme soit de garanties de crédit, soit de dons. Nos mesures entrent donc parfaitement dans ce cadre. Alors que la CE a décidé d'inclure la Slovénie dans le programme PHARE d'assistance technique, elle a décidé de réserver sa décision au sujet de la Croatie. Plusieurs états membres ont en revanche déclenché des programmes bilatéraux d'assistance financière (Allemagne, Italie) notamment sous la forme de garanties de crédit.

6. Mise en oeuvre, procédures

La mise en oeuvre de la mesure proposée s'appuie sur l'ordonnance du 6 mai 1992 sur la coopération avec les pays d'Europe de l'Est et sur l'Ordonnance du 15 janvier 1969 sur la garantie contre les risques à l'exportation (modifiée le 5 avril 1989).

Les déboursements éventuels résultants pour la Confédération des engagements proposés seront imputés à l'article 703.3600.250 du budget de l'OFAEE où les crédits nécessaires sont prévus tant au budget qu'au plan financier.

Cette mesure est unilatérale et ne nécessite pas la conclusion d'un accord nous liant de quelque façon avec la Croatie. Nous avons par conséquent la possibilité de l'interrompre si l'évolution de la situation politique devait remettre en cause l'opportunité d'une coopération privilégiée avec la Croatie.

7. Consultation

Les mesures proposées ont été discutées au sein de la Commission interdépartementale de programmation et ont fait l'objet d'une approbation de principe. Le Département fédéral des affaires étrangères et l'Administration fédérale des finances ont été consultés. Ils ont approuvé la proposition sous réserve d'une évaluation de la situation politique au jour de la décision du Conseil fédéral.

8. Proposition

Compte tenu de ce qui précède, nous vous proposons d'approuver la proposition de décision ci-jointe.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE
PUBLIQUE



Annexes:

- Proposition de décision
- Rapport de la mission d'évaluation en Croatie
- Communiqué de presse

Va pour corapport à:

- DFAE
- DFF

Extrait du Procès-verbal à:

- Chancellerie fédérale, pour exécution 2
- DFAE 9 (SG 3, DP 3, BZO 3)
- DFF 6 (SG 3, AFF 3)
- DFEP 14 (SG 4, OFAEE 10)

Aide financière non remboursable et garanties de crédit en faveur de la Croatie

Vu la proposition du DFEP du 2 septembre 1992

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé

1. L'engagement de 40'000'000 frs pour des garanties de crédit en faveur de la Croatie est approuvé aux conditions définies dans la proposition.
2. L'engagement proposé est imputé au crédit de programme pour la poursuite de la coopération renforcée avec les pays d'Europe centrale et orientale (AF du 28 janvier 1992) et les déboursements mis à la charge de la rubrique 703.3600.250 du budget de l'OFAEE.
4. La Chancellerie fédérale est chargée de délivrer les pouvoirs.

Pour extrait conforme:

BUNDESAMT FÜR AUSSENWIRTSCHAFT
Dienst Südosteuropa, Israel

Kroat.821. - str

Bern, 13. Juli 1992

Bericht

BAWI-Abklärungsmission in Kroatien (ERG / 2. Rahmenkredit),

10.-13. Juni 1992

1. Einleitung

Nachdem sich eine **Schweizer Delegation** zwei Wochen nach der Anerkennung Kroatiens durch die Schweiz zur **Aufnahme von diplomatischen Beziehungen** nach **Zagreb** begeben hatte (30./31. Januar 1992; Slowenien und Kroatien), stand die jüngste **Abklärungsmission des BAWI** ¹ unter dem Zeichen spezifischer **Fragen im Bereiche von Wirtschaftspolitik, Aussenhandel, Devisenmanagement, Zahlungsverkehr und Auslandverschuldung**. Angaben zu diesen Aspekten dienen zur **Beurteilung der anstehenden Osthilfemassnahmen** (2. Rahmenkredit) sowie zur Analyse des Länderrisikos aus Sicht der **ERG**. Die vom **Schweizer Generalkonsul, Herrn W. Maurer (Zagreb)**, getätigten organisatorischen Vorarbeiten ermöglichten eine beträchtliche Zahl von **Gesprächen mit Vertretern kroatischer Behörden und Unternehmen**.

2. Politische Situation

2.1. Innenpolitik

Kroatien hat, zusammen mit Slowenien, am **25. Juni 1991 seine Unabhängigkeit** erklärt. Die heutige Regierung ist seit den letzten demokratischen Wahlen von April 1990 im Amt. Das Parlament ist nach wie vor aus drei Kammern zusammengesetzt. Die Umwandlung in ein **Zweikammersystem** wird in der Staatsverfassung von 1990 **vorgeschrieben**, ist jedoch bisher nicht verwirklicht worden. Trotz der Umstrittenheit der "Jugoslawienpolitik" von **Präsident Franjo Tudjman** räumen kroatische Politbeobachter ihm und seiner Partei Chancen

1. Teilnehmer: Vizedirektor W.B. Jaggi (ERG, Exportförderung), R. Darbellay (Sektion Finanz- und Entschuldungsfragen in Ost- und Mitteleuropa), P. Strupler (Dienst Südosteuropa, Israel)

ein, bei den nächsten Wahlen (2. August 1992) bestätigt zu werden, sei doch keine andere, überragende Integrationsfigur vorhanden, die ihm das Amt streitig machen könnte.

Im Gegensatz zu seinem nördlichen Nachbarland Slowenien, das nur wenige Tage in die Bürgerkriegswirren einbezogen wurde, ist **Kroatien immer noch in den Jugoslawienkonflikt verwickelt**. An der vorwiegend von Serben bewohnten südlichen Grenze befindet sich ein **Drittel des kroatischen Territoriums unter serbischer Besatzung**. Trotz der Anwesenheit der UNPROFOR-Truppen kommt es noch heute zu kriegerischen Auseinandersetzungen. Der innenpolitische Bewegungsspielraum ist in der Folge stark von diesem Umstand geprägt. Die **Kriegsschäden** von rund **20 Mia. \$** sowie die anhaltenden **Flüchtlingsströme** (über 650'000 Flüchtlinge, 400'000 aus Bosnien-Herzegowina sowie 250'000 "displaced persons" aus Kroatien selbst) belasten nicht nur die **Staatsrechnung** (Verteidigungs- und Sozialausgaben), sie belasten auch die **marktwirtschaftlichen Reformen** und könnten zu **sozialen Spannungen** führen, welche eine flächendeckende Restrukturierung auf lange Zeit verunmöglichen würden.

Vor dem beschriebenen Hintergrund ist es der kroatischen Regierung als Erfolg anzurechnen, dass sie es bisher geschafft hat, eine marktwirtschaftliche Ausrichtung ihrer Politik **einzuhalten** und einen Uebergang zu einer eigentlichen **Kriegswirtschaft zu vermeiden**. Die **Preise** von nahezu 90% aller Güter wird durch Angebot und Nachfrage bestimmt. **Rationierungsmassnahmen** wurden von der Regierung bewusst **ausgeschlossen**. Staatlich festgesetzt sind lediglich die Preise gewisser Lebensmittel, der Energieträger, Düngemittel und Eisenbahntransporte. Im weiteren konnte eine **straffere Fiskalpolitik** im Bereich der Gewinn- und Einkommenssteuern realisiert werden. Die Einführung einer Mehrwertsteuer steht noch bevor. Kroatiens Fahrplan in der **Privatisierungspolitik** ist durch das Kriegsgeschehen in **Verzug** geraten. Die erste Phase konnte jedoch am 30. Juni abgeschlossen werden. Bis zu diesem Zeitpunkt waren alle im sozialen Eigentum befindlichen Unternehmen aufgefordert, bei der eigens eingerichteten **Privatisierungsagentur** eine wertmässige Beurteilung des Unternehmens sowie einen Privatisierungsvorschlag (Aufteilung der Beteiligungswertpapiere an potentielle Interessenten) einzureichen. Die Regierung ist schon aus budgetären Gründen an einer raschen Privatisierung interessiert. Es wird erwartet, dass ein grosser Teil der Unternehmen **noch in diesem Jahr** in private Hände geführt werden kann.

2.2. Aussenpolitik

Die Aussenpolitik Kroatiens ist stark geprägt durch das Bestreben des neuen Staates, sich in der **internationalen Staatengemeinschaft** einen Platz zu schaffen. Mit dem **UNO-Beitritt** am 22. Mai dieses Jahres wurde dabei eine wesentliche Etappe bereits erreicht. Beitrittsgesuche für die **Bretton-Woods-Institute** sowie für die **Europäische Bank für Wiederaufbau und Entwicklung** wurden bereits eingereicht. Aus naheliegenden Gründen ist die **kroatische Aussenpolitik** in starkem Masse von **wirtschaftsrelevanten Motiven** geleitet. Die angestrebte Annäherung an **EG, EFTA und GATT** (siehe unten) unterstreichen das marktwirtschaftliche Kredo der Regierung und ihren Willen, sich vermehrt an westlichen Märkten zu orientieren. Die bereits im Verband des ehemaligen Jugoslawiens geschaffenen, relativ regen **wirtschaftlichen Beziehungen mit den OECD-Staaten** werden sich hierbei als nützlich erweisen. Der Erfolg dieser Bemühungen dürfte eng von der Lösung des Jugoslawienkonfliktes und von der **Rolle Kroatiens in diesem Konflikt** abhängen. Einerseits wird in zahlreichen Organisatio-

nen der Zutritt Kroatiens mit der noch ungelösten Nachfolgeregelung für das ehemalige Jugoslawien in Zusammenhang gebracht, andererseits häufen sich die Stimmen, wonach die **Haltung Kroatiens im Bürgerkrieg** in Bosnien-Herzegowina **nicht über jeden Zweifel erhaben** sei. Obwohl die internationale Gemeinschaft heute eindeutig Serbien als Hauptschuldigen identifiziert hat, besteht zwischen Bosnien und Kroatien ein Verteidigungsbündnis. Es lässt sich deshalb nicht ganz ausschliessen, dass die Sanktionen der UNO gegenüber Serbien und Montenegro nicht auch auf Kroatien ausgeweitet werden könnten. Diese Möglichkeit dürfte dann besonders relevant werden, wenn die kroatische Regierung - im Fahrwasser ihrer Nationalisten - Tendenzen unterstützen würde, welche auf eine Teilung Bosniens abzielen. Wieweit sie dieser Versuchung widerstehen kann, dürfte andererseits davon abhängen, inwiefern die Massnahmen der internationalen Gemeinschaft die Serben davon abbringen, ihre Kriegsziele in Bosnien zu erreichen.

3. Wirtschaftliche Situation

Wohl lässt sich anhand einzelner Wirtschaftsindikatoren ein allgemeines Bild über die kroatische Wirtschaft zeichnen. Verlässliches und vor allem vergleichbares **Zahlenmaterial** ist aber **nur in beschränktem Masse erhältlich**. Dies beruht einerseits auf Mängeln in der Erfassung statistischer Daten und insbesondere auf **Auswertungsproblemen**, die mit der **Umstellung der Währung** und der **Rechnungsmodelle** zusammenhängen. Bedingt durch die wirtschaftlichen Konsequenzen des Krieges lässt der Vergleich der heutigen Situation mit Zahlenangaben aus der Zeit vor der Unabhängigkeitserklärung in vielen Fällen bloss einen **Rückschluss auf das Potential der kroatischen Wirtschaft** zu.

Kroatien stellte als Teilrepublik des vormaligen Jugoslawien eine tragende wirtschaftliche Stütze dar. 1990 stammten **23% der gesamtjugoslawischen Exporte aus Kroatien**. Bei den **Importen** betrug der Anteil dieser Republik über **20%** (bei einem Bevölkerungsanteil von 21%). Das kroatische **Bruttosozialprodukt** beruht zu rund 45% auf industrieller und zu 10% auf landwirtschaftlicher Produktion. Die Anteile der Bereiche Transport und Kommunikation sowie Tourismus betragen 10 bzw. 5% (Zahlen 1990). Die **Industrieproduktion** erlitt 1991 im Vorjahresvergleich einen erheblichen Rückschlag (-28.5%). Der starke Zerfall der Produktion trat im letzten Quartal ein und erreichte im Dezember einen Tiefpunkt. In den ersten vier Monaten dieses Jahres sind, wenn auch auf niedrigem Niveau, **wieder Zuwachsraten** zu verzeichnen. Die Exporte nach Destinationen ausserhalb Jugoslawiens hielten sich trotz der massiven Produktionsreduktion mit einer Abnahme von bloss 13% relativ gut.

Die zunehmende **Inflationstendenz** im Jahre 1991, grösstenteils durch die Notenpresse in Belgrad induziert, vermochte mit der Einführung der kroatischen Währung etwas abgefangen zu werden. Die Teuerung fiel von 20% (monatliche Inflationsrate) im Dezember 1991 auf 16% im Januar und **15%** im Februar 1992. Auf diesem Niveau scheint sie sich nun stabilisiert zu haben.

Anhand der folgenden Themen- und Problembereiche sollen einige Elemente des aktuellen Standes der kroatischen Wirtschaftslage skizziert werden:

- **Wirtschafts- und Aussenhandelspolitik**

Die **gesetzlichen Grundlagen** der kroatischen Aussenwirtschaft beruhen zum grössten Teil noch auf Gesetzen, die vom ehemaligen Jugoslawien übernommen wurden. Es handelt sich hier aber dennoch um eine Gesetzgebung, die im Zeichen der jugoslawischen Wirtschaftsreform Ende der 80er-Jahre erlassen worden ist. Sie ermöglicht sowohl den privaten als auch den staatlichen Unternehmen eine beinahe **freie Aussenhandelstätigkeit**. Administrative **Ein- oder Ausfuhrrestriktionen** erfolgen über **Quoten** oder **Lizenzen**. Nach einer Ueberprüfung der verbleibenden protektionistischen Bedürfnisse der kroatischen Wirtschaft erfassen die **Einfuhrquoten** bloss noch **6,7%** der Importe (bezogen auf Zollpositionen), während **0,6%** von **Lizenzanforderungen** betroffen sind. Für die **Exporte** betragen die entsprechenden Anteile **0,8%** bzw. **0,5%**. Die kroatische Regierung ist bestrebt, das legislatorische Instrumentarium durch koordinierte Reformen des Gesellschafts- und Wettbewerbsrechtes in Zukunft zu verbessern und es an die Erfordernisse der Marktwirtschaft anzupassen.

Kroatien hat im Februar dieses Jahres mit Slowenien ein **Freihandelsabkommen** unterzeichnet, welches noch vom kroatischen Parlament ratifiziert werden muss. Aehnliche Abkommen sollen mit Mazedonien und Bosnien-Herzegowina abgeschlossen werden.

Kroatien hat in den letzten Monaten Kontakte mit der EG, der EFTA und dem GATT aufgenommen. Verhandlungen mit der **EG** im Hinblick auf den Abschluss eines Kooperationsabkommens sollen nächstens beginnen. Es handelt sich dabei im Prinzip um die Weiterführung des von der EG Ende 1991 suspendierten Abkommens mit dem früheren Jugoslawien. Mittelfristig beabsichtigt die kroatische Regierung, mit der EG ein **Assoziationsabkommen** abzuschliessen, welches - nach einer Uebergangsfrist mit asymmetrischen Zollreduktionen - die Bildung einer Freihandelszone ermöglichen soll. Anlässlich eines Besuches des EFTA-Generalsekretärs in Kroatien (4./5. Mai 1992) und bei Kontakten mit den einzelnen EFTA-Staaten hat Kroatien den Wunsch geäussert, die Beziehungen mit der EFTA zu formalisieren. Denkbar wäre in einem ersten Schritt eine **gemeinsame Kooperationserklärung**, wie sie mit Slowenien anlässlich der letzten EFTA-Ministerkonferenz im Mai dieses Jahres in Reykjavik unterzeichnet worden ist. Zu einem späteren Zeitpunkt wäre die Aufnahme von Freihandelsverhandlungen ins Auge zu fassen.

Kroatien hat sich auch um eine Mitgliedschaft beim **GATT** beworben.

- **Investitionspolitik**

Ausländische Direktinvestitionen kommen in den Genuss des "national treatment". Sie können u.a. in Form von **Joint Ventures** oder gar 100%-igen **Beteiligungen** getätigt werden. Der Rücktransfer des investierten Kapitals sowie die Uebertragung der Gewinne ins Ausland sind zugelassen. Die unter der heutigen Rechtslage eingebrachten Investitionen sind vor allfälligen späteren, nachteiligen Aenderungen der gesetzlichen Grundlagen geschützt. Kroatien hat zudem einige zusätzliche **Investitionsanreize** geschaffen. So dürfen Firmen, deren ausländischer Kapitalanteil mindestens 20% beträgt, Waren, die mit diesen Investitionen im Zusammenhang stehen, **zollfrei** einführen. In den ersten drei Jahren werden ausländischen Investitionen **Steuererleichterungen** von 100%, 50% und 25% gewährt. Zusätzliche Erleichterungen werden zugestanden, wenn die Gewinne reinvestiert oder zum Wiederaufbau von Kriegsschäden verwendet werden.

Obwohl Kroatien bei der Definition klarer Rahmenbedingungen für Auslandsinvestitionen weiter fortgeschritten ist als etwa Slowenien (Privatisierung, Privateigentum) und auch einzelne (gewichtige) Investitionen registrieren konnte, wirkt sich die Sicherheitslage gegen einen stärkeren Zufluss ausländischer Gelder aus und lähmt auch die inländische Investitionstätigkeit.

- **Geld- und Devisenpolitik**

Nach der **Unabhängigkeitserklärung vom 25. Juni 1991** wurde Kroatien von der Jugoslawischen Nationalbank und damit auch von **Dinar- und Devisenreserven abgeschnitten**. Die **Währungsreform** (neue Währung: der kroatische Dinar) wurde am 23. Dezember 1991 eingeleitet. Das entsprechende Dekret legt die Kompetenzen der **Kroatischen Nationalbank (KNB)** fest und bildet den gesetzlichen Rahmen ihrer Tätigkeit. Die KNB soll eine an **fixen Wechselkursen** und **positiven Realzinsen** orientierte Geldpolitik betreiben, was angesichts der expansionistischen Fiskalpolitik, den dünnen **Devisenreserven**, dem **Verlust des inner-"jugoslawischen" Marktes** und dem **schwachen Vertrauen in die einheimischen Banken** keine einfache Aufgabe darstellt. In der Folge wurde der Wechselkurs an die Inflation gekoppelt. Damit soll der Regierung und dem Finanzsektor ein Funktionieren trotz hoher und unvorsehbarer Inflation überhaupt ermöglicht werden. Der **Wechselkurs** wird zweimal wöchentlich von der KNB nach Rücksprache mit den Geschäftsbanken festgelegt. Die Geschäftsbanken dürfen im Rahmen ihrer **Devisentransaktionen** bis zu einem halben Prozentpunkt von diesem Wechselkurs abweichen. Zu solchen Operationen sind gegenwärtig 26 der 33 Banken in Kroatien befähigt. Die volle **Konvertibilität** des krotischen Dinars bleibt bislang noch durch mehrere Bestimmungen eingeschränkt.

Die für 1992 ursprünglich definierte Währungspolitik strebt eine Reduktion der Inflation auf monatliche Zuwachsraten von **5 - 6 %** an. Die **Geldmenge (M1)** soll in diesem Jahr um nicht mehr als 167% erweitert und die **Kreditvergabe** der KNB an die Geschäftsbanken massvoll gestaltet werden. Das **Kreditvolumen** zuhanden der

Regierung ist den Zielen der Währungspolitik untergeordnet. Die KNB ist ausschliesslich dem **Parlament** unterstellt.

- **Budgetpolitik**

Das unter der Annahme eines Kriegsendes im Januar und unter dem Vorzeichen einer **Austeritätspolitik** sowie einer rigorosen **Finanzdisziplin** erstellte Budget 1992 ist einer starken Belastung ausgesetzt. Der Anteil der **Sozialausgaben** beträgt rund 50% der Gesamtausgaben. Rund 25% sind für **Verteidigungsausgaben** festgehalten. Angesichts der andauernden Kämpfe und der zunehmenden Sozialkosten (Flüchtlingsströme) ist mit einem **Defizit** zu rechnen, das über das budgetierte hinausgehen wird. Die kroatische Regierung rechnet zur Defizitdeckung mit **substantiellen ausländischen Darlehen**.

- **Bankensystem**

Ein von der kroatischen Nationalbank zuhanden einer Mission des Währungsfonds (25.-29. Mai 1992) redigiertes Arbeitspapier stellt den **Banken** nicht ein allzu gutes Zeugnis aus. Sie tragen ein **schweres Erbe** mit sich, welches dem "jugoslawischen" Bankenwesen anzulasten ist ("ungesunde" Verstrickungen zwischen Unternehmen und Banken, mangelnde oder ineffiziente Kreditzuteilungskriterien, Umverteilungspolitik über Kreditvergabe: hohe Zinsauflagen für prosperierende und niedrige für gefährdete Unternehmen usw.) Eine Untersuchung der Banken ergab Ende 1990, dass von damals existierenden 28 Banken nur gerade fünf solvent, 10 am Rande der Insolvenz, 11 technisch insolvent und 2 "unheilbar" verschuldet waren. 67% der Aktiven wurden als gefährdet eingestuft. Aufgrund des permanenten Anpassungs- und Restrukturierungsprozesses sowie der kriegsbedingten wirtschaftlichen Schwierigkeiten ist eine **Beurteilung der Banken** - so die Nationalbank - zum jetzigen Zeitpunkt **schwierig**. In Zusammenarbeit mit den Bretton Woods Institutionen arbeitet die Regierung an einem "**bank rehabilitation programme**", welches die Banken befähigen soll, auf eine gesunde Ausgangsbasis zurückzufinden.

Anlässlich der Abklärungsmission traf die Schweizer Delegation Vertreter der zwei wichtigsten Banken Kroatiens, der **Zagrebacka Banka** und der **Privedna Banka** (beide waren vor der Schliessung der ERG als Garanten anerkannt). Sie erklärten sich bereit und in der Lage, die **Zinsforderungen des Pariser Klubs** betreffend kroatische Schulden zu honorieren. Was die **Schuld** selbst betrifft erklärten sie ihre **Diskussionsbereitschaft**. Mit Bezug auf die bisher nicht auf die einzelnen Republiken aufgeteilte "jugoslawische" Altschuld (rund 3 Mia. \$), lehnen sie eine Solidarhaftung ab.

Die **Privedna Banka**, bereits seit 1989 privatisiert, hat wohl die am breitesten gefächerten Beziehungen zur kroatischen Wirtschaft und ist in der Folge auch in besonderem Masse von ihrem Zerfall betroffen. Sie vereint über **70% der kroatischen Auslandschulden** auf sich. Der grösste Aktionär ist der im Privatisierungsprozess befindliche Staatskonzern INA (Oel- und Gasgeschäft, Petrochemie, Engineering, Tourismus- und andere Dienstleistungsbetriebe, Beteiligungen an diversen Unterneh-

men; erarbeitet rund 25% des kroatischen BSP), der mit 31% beteiligt ist. 17% des Grundkapitals halten die kroatischen Eisenbahnen, die kroatischen Strassenbaugesellschaft sowie die kroatischen Energiebetriebe. Die restlichen 52% verteilen sich auf verschiedene Unternehmen aus den Sektoren der Industrie, der Landwirtschaft und des Tourismus. Die Privedna Banka hat Vertretungen in allen grösseren Städten und 45 regionale Niederlassungen (insgesamt rund 150 Geschäftsstellen).

Nach Angaben dieser zwei wichtigsten kroatischen Banken liegen zum jetzigen Zeitpunkt (Exportrisiko-) **Kreditgarantien aus Deutschland** (65 Mio. DM auf ein Jahr für Zagrebacka Banka; 40 Mio. DM auf fünf Jahre für die Privedna Banka) **und Italien** (5 Mio. \$ im kurzfristigen Bereich für Privedna Banka; Gespräche mit der Zagrebacka Banka sind im Gang) vor. **Oesterreich** ist im kurzfristigen Bereich offen und beurteilt im mittel- und langfristigen Bereich Anträge fallweise. Die Zusendung der externen Ueberprüfungsberichte (Zagrebacka Banka: KPMG Peat Marwick; Privedna Banka: Coopers & Lybrand) wurde der Schweizer Delegation zuhanden der ERG-Geschäftsstelle zugesichert.

- **Schuldensanierung ("jugoslawische" Auslandsschuld)**

Die **Auslandsschulden des früheren Jugoslawiens** belaufen sich auf rund **14,5 Mia. \$** (Stand Ende September 1991). Diese Schulden konnten, bis auf einen Betrag von rund 3 Mia. \$, auf die einzelnen Republiken aufgeteilt werden. Auf **Kroatien** entfällt gemäss dieser Aufschlüsselung der identifizierbaren Schulden **2,7 Mia. \$**, also rund **18% der Gesamtschuld**. Mit Bezug auf die Honorierung der entsprechenden Zinsen formulierten alle zuständigen Gesprächspartner in übereinstimmender Weise die **klare Absicht Kroatiens, diese zu bezahlen**. Um den Gläubigern ein klares Signal zu geben und die Kreditwürdigkeit zu verbessern, sei Kroatien auch daran interessiert, mit dem **Pariser Klub** möglichst rasch eine eigenständige **Umschuldungsvereinbarung** auszuhandeln. Ein entsprechender Antrag sei in Vorbereitung.² Dabei wurde aber immer wieder **unterstrichen, dass Kroatien nur seinen Teil der Schulden zu honorieren gedenke** und für die nicht zuteilbaren "alten" Verbindlichkeiten jede **Solidarhaftung** ablehne.

- **Wiederaufbau**

Nach bald einem Jahr Bürgerkrieg sieht sich Kroatien vor grosse Aufgaben gestellt. Die Kämpfe haben neben zahlreichen Opfern und beträchtlichen Flüchtlingsströmen auch materielle Schäden nach sich gezogen. So rechnet die Regierung mit über **200'000 beschädigten oder zerstörten Wohn- und Industriegebäuden (2,8 Mia. DM)**. Auch die **Infrastruktureinrichtungen** (Strassen, Eisenbahnen, Oel-, Gas- und Elektrizitätsleitungen) sind in hohem Masse in Mitleidenschaft gezogen worden (**2,5 Mia. DM**).

2. Dieser ist inzwischen erfolgt. In einer ersten vorläufigen Reaktion wies der Pariser Klub auf die völkerrechtliche Problematik einer einseitigen Herauslösung des kroatischen Schuldenanteils aus den mit der früheren jugoslawischen Föderation abgeschlossenen Protokollen hin, solange die Nachfolgefrage nicht geklärt worden ist.

Die Gesamtheit der direkten und indirekten Schäden beläuft auf rund 20 Mia. \$. Diese Zahl dürfte angesichts der andauernden Kämpfe und der steigenden Zahl von Flüchtlingen in den kommenden Wochen und Monaten noch steigen.

Der Wiederaufbau, alle mit seiner Finanzierung und Durchführung verbundenen Aufgaben, soll vom **Ministerium für Wiederaufbau** koordiniert werden. Zur Sicherstellung und abgestimmten Vergabe der erforderlichen Geldmittel hat die Regierung die Gründung der **Kroatischen Kreditbank für Wiederaufbau** vorgeschlagen (nach dem Vorbild und mit der Beratung der deutschen Bank gleichen Namens). Die entsprechende Gesetzesvorlage ist anfangs Juni vom Parlament angenommen worden.

Der Staat ist verpflichtet, 1992 10% des Grundkapitals von 1 Mia. DM einzubezahlen. Die übrigen erforderlichen Mittel sollen durch in- und ausländische Kredite sowie mittels finanzieller Beiträge anderer Staaten und internationaler Finanzinstitute beschafft werden. Die Aufgabe dieses Instituts wird es sein, über subsidiäre **Kredite** (im Verhältnis zu den Geschäftsbanken) und Bürgschaften Vorhaben zum Wiederaufbau kriegszerstörter Einrichtungen oder allgemein zur **Förderung der kroatischen Wirtschaft** beizutragen. Die Bank hat ihre Tätigkeit am 1. Juli aufgenommen. Sie geht einher mit den Evaluationsarbeiten des Ministeriums für Wiederaufbau, welches in den kommenden Monaten anhand der festgestellten Schäden und Investitionsbedürfnisse ein Wiederaufbauprogramm festlegen wird.

Als Beispiel von kriegsbedingten Schäden kann der Fall der **kroatischen Eisenbahngesellschaft** angeführt werden. Der Schaden beziffert sich hier auf rund 600 Mio. \$ (direkte Schäden: 335 Mio. \$; Ertragsausfälle: 249 Mio. \$). Dazu kommen 300 Mio. \$ Schäden an elektrischen Einrichtungen. Gegenwärtig sind 35% des Netzes nicht benützlich; 89 Bahnhöfe und 26 Brücken wurden zerstört oder beschädigt. Die Bahnverantwortlichen rechnen zur Herstellung der ursprünglichen Kapazität mit einem Zeitraum von drei bis vier Jahren. **Zur Realisierung der ersten, rudimentären Wiederaufbauphase werden Kredite in der Höhe von 55 Mio. \$ (90 Tage) benötigt.**

Kroatien wird in den kommenden Monaten und Jahren auf ausländische Unterstützung angewiesen sein. Neben der Beendigung des Bürgerkrieges und den Reformmassnahmen ist vor allem die Zusammenarbeit mit den Bretton-Woods-Instituten von grosser vertrauensfördernder Bedeutung. Es dürfte in der Tat wichtig sein, potentiellen Kreditgebern ein **günstiges Investitionsklima** zu schaffen. In dieser Optik erarbeitet die Weltbank mit den kroatischen Behörden ein "**Schattenprogramm**". Es handelt sich dabei um eine Bedürfnisabklärung mit Bezug auf **dringend benötigte Importe**, wie sie die Weltbank für bedürftige Mitgliedstaaten erstellt. Im Falle Kroatiens kann die Weltbank aber erst nach dessen Beitritt Kredite sprechen. Das Programm ist jedoch an sich bereits ein wertvolles Beurteilungsinstrument für Kroatien selbst sowie für Kreditgeber aus dem Ausland, welche bereit wären, sich vor der Weltbank zu engagieren (Idee des Schattenprogramms).

- **Schweizerische Interessen**

Die Schweizer Delegation hatte die Gelegenheit, **Vertreter von Sulzer und ABB** in Kroatien zu treffen. Trotz markantem **Auftragsrückgang** würdigten sie das grosse kroatische **Potential**, welches sich nach Beilegung der Kämpfe entfalten werde.

Für Kroatien kann denn auch ein **recht grosses Interesse der schweizerischen Exportindustrie** an einer zumindest **begrenzten Wiedereröffnung der ERG** und an einem **Einsatz des Osthilfekredites** festgestellt werden. Konkrete Importinteressen von sechs mittleren kroatischen Unternehmen für Schweizer Güter wurden der Schweizer Delegation von Vertretern der INA-Handel vorgestellt, welche in der Schweiz über ein Zweigbüro verfügt. Es handelt sich hierbei um nach Bonitätskriterien ausgewählte Unternehmen, welche mit schweizerischen Partnern schon langjährige Geschäftskontakte pflegen. Sie befinden sich alle ausserhalb der umkämpften Gebiete und weisen ein Import/Export-Verhältnis von 1:3 auf. Gesamthaft geht es hier um Bestellungen von Rohmaterialien im Wert von 11 Mio. Fr. (Zahlungsbedingungen: 360 Tage) und Ausrüstungsgüter im Wert von über 5 Mio. Fr. (Zahlungsbedingungen: 2-3 Jahre). Die Zahlungen würden von der Privedna Banka garantiert. Bei einer Wiedereröffnung der ERG (allenfalls mit Ausfallgarantie des 2. Osthilfekredites) könnten diese Geschäfte relativ rasch getätigt werden.

4. Schlussbemerkung

Sowohl auf der Ebene der Innen-, Aussen- und Wirtschaftspolitik steht Kroatien im Schatten des Bürgerkrieges und seiner Konsequenzen. Es wird für die jetzige Regierung nicht einfach sein, eine kohärente Strategie zu entwickeln und zu entfalten, solange die kriegsbedingten Verteidigungs- und Sozialausgaben drei Viertel des Budgets in Anspruch nehmen. Andererseits ist ihr zugutezuhalten, bisher auf die Einführung einer Kriegswirtschaft verzichtet zu haben, wobei die Verteidigungsbereitschaft der kroatischen Bevölkerung und die mit dem militärischen Konflikt verbundene Ausnahmesituation zur Mobilisierung von Reserven beitragen, welche nun erschöpft sein dürften. Mit Bezug auf die Wirtschafts- und Währungsreform sowie die Schaffung investitionsstimulierender Instrumente sind bereits Zwischenerfolge zu verzeichnen. Die Privatisierung scheint trotz gewissen Verzögerungen auf gutem Wege zu sein.

Die Herstellung zahlreicher Auslandkontakte, die Beitrittsgesuche zu mehreren internationalen Organisationen sind Zeichen dafür, dass Kroatien seine sowohl finanzielle wie auch wirtschaftliche Auslandabhängigkeit erkannt hat. Die Schnelligkeit, mit welcher der neue Staat seine Strukturbereinigung und seinen Wiederaufbau vollziehen können, hängt im wesentlichen von zwei Faktoren ab: Einerseits muss das zweifelslos vorhandene wirtschaftliche Potential des Landes durch eine entsprechende privatwirtschaftlich orientierte Politik und Gesetzgebung noch vermehrt aktiviert werden, andererseits müssen die politische Unsicherheit und die grosse Belastung der Wirtschaft durch den Konflikt mit Serbien abgebaut werden. Ausserdem wird die Regierung darauf bedacht sein müssen, der Rolle

Kroatiens im "bosnischen" Bürgerkrieg vor der internationalen Staatengemeinschaft eine unmissverständliche und begründete Glaubwürdigkeit zu verleihen, damit diese Kroatien vorbehaltlos als Partner anerkennt und zur Leistung der notwendigen wirtschaftlichen Unterstützung bereit ist und bereit bleibt.

P. Strupler

Communiqué de Presse**Décision du Conseil fédéral sur l'octroi de garanties de crédit pour des exportations vers la Croatie**

Le Conseil fédéral a décidé d'accorder à la Croatie un montant de 40 mio de francs sous forme de garanties de crédits commerciaux. Cette mesure, placée sous la responsabilité de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures s'inscrit dans le cadre de la politique suisse de coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale. Elle vise à accompagner la Croatie dans la transition vers une économie de marché et le développement du secteur privé.

La Croatie a un besoin urgent de biens d'investissements afin de rétablir son appareil de production et d'attirer les investisseurs de l'étranger. Les garanties octroyées par le Conseil fédéral permettront aux entreprises croates d'accéder aux crédits commerciaux et d'acquérir ainsi en Suisse des machines et matières premières qui font cruellement défaut aux secteurs productifs. Les garanties seront gérées par le Bureau pour la garantie contre les risques à l'exportation (GRE). Les pertes éventuelles seront prises en charge par la Confédération.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE
Service de presse et d'information

Renseignements: Daniel Stauffacher/Romain Darbellay, Section de l'Aide financière aux pays d'Europe centrale et orientale, tél: 031/61-23-18 / 26-37.

Pressemitteilung**Bundesrat beschliesst Finanzhilfe und Kredit-Garantien an Kroatien**

Der Bundesrat hat beschlossen, Kroatien einen Betrag von 40 Mio Franken als Ausfallgarantie an die Exportrisikogarantie zur Deckung kommerzieller Kredite zu gewähren. Im Rahmen der vom Bundesamt für Aussenwirtschaft eingesetzten Finanzhilfe für Mittel- und Osteuropa hat diese Massnahme zum Ziel, in Kroatien die Anpassung der Wirtschaft an marktwirtschaftliche Verhältnisse und die Entwicklung des Privatsektors zu fördern.

Kroatien braucht dringend Investitionsgüter um seinen Produktionsapparat wiederherzustellen und ausländische Investoren anzuziehen. Die vom Bundesrat gewährten Garantien werden es den kroatischen Unternehmen ermöglichen, kommerzielle Kredite zu erhalten um in der Schweiz prioritäre Maschinen und Rohstoffe zu erwerben, die in den leistungsfähigen Sektoren zum Teil nicht vorhanden sind. Die Garantien werden von der Geschäftsstelle für Exportrisikogarantie (ERG) verwaltet. Allfällige Verluste werden von der Eidgenossenschaft getragen.

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
Presse- und Informationsdienst

Auskünfte: Daniel Stauffacher/Romain Darbellay, Sektion Finanzhilfe für Mittel- und Osteuropa, tel: 031/61-23-18 / 26-37